

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1983-1984**

29 JUIN 1984

**Projet de loi de redressement
(Article 28)****RAPPORT****FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INFRASTRUCTURE
PAR M. VANDERBORGH****SOMMAIRE**

Pages

I. Exposé introductif du Ministre des Communications et des P.T.T.	
II. Discussion générale	
III. Discussion de l'article — Amendements	
IV. Votes	
Erratum	

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. De Bondt, président; Aubecq, Belot, Bock, Bosmans, Claey, Dalem, De Seranno, Donnay, Elcher, Férlr, Jandrain, R. Maes, Seeuws, Tilquin, Van Daele, Vandermarliere, Van Ooteghem, Windels et Vanderborgh, rapporteur.

Membres suppléants : MM. De Kerpel, E. Peeternans, Van Herreweghe et Van In.

R. A 13038*Voir :***Document du Sénat :**

718 (1983-1984) : N° 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAA**ZITTING 1983-1984**

29 JUNI 1984

**Ontwerp van herstelwet
(Artikel 28)****VERSLAG****NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR UITGEBRACHT
DOOR DE HEER VANDERBORGH****INHOUD**

Bladz.

I. Inleidende uiteenzetting van de Minister van Verkeers- wezen en van P.T.T.	
II. Algemene bespreking	
III. Bespreking van het artikel — Amendementen	
IV. Stemmingen	
Erratum	

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren De Bondt, voorzitter; Aubecq, Belot, Bock, Bosmans, Claey, Dalem, De Seranno, Donnay, Elcher, Férlr, Jandrain, R. Maes, Seeuws, Tilquin, Van Daele, Vandermarliere, Van Ooteghem, Windels en Vanderborgh, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren De Kerpel, E. Peeternans, Van Herreweghe en Van In.

R. A 13038*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**718 (1983-1984) : N° 1 : Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van Volks-
vertegenwoordigers.

I. Exposé introductif du Ministre des Communications et des P.T.T.

Je voudrais indiquer tout d'abord qu'à mon avis, les débats de la Chambre ne se sont pas toujours déroulés d'une façon évidente sur le plan de la légistique. Vous n'ignorez pas que, par le biais des pouvoirs spéciaux, le Parlement a autorisé le Gouvernement à prendre un certain nombre de dispositions afin d'exécuter son plan de redressement. Ces dispositions ont été prises dans l'arrêté royal n° 292 pour les chemins de fer, les chemins de fer vicinaux, les sociétés de transports intercommunaux et la Régie des Postes. Pourquoi a-t-on pu prendre à leur égard les mesures proposées ici, *mutatis mutandis*? Les sociétés et la régie précitées sont subventionnées par l'Etat et les mesures d'assainissement pouvaient donc être prises par arrêtés de pouvoirs spéciaux. Tel n'était pas le cas pour les autres régies et l'O.R.N.I. qui sont des organismes non subventionnés, pour lesquels la loi attribuant certains pouvoirs au Roi ne permettait pas de prendre les mêmes mesures par arrêté de pouvoirs spéciaux. Les mesures prises pour la régie et les sociétés précitées dans le cadre de l'arrêté n° 292 sont proposées ici par la loi pour les autres régies et l'O.R.N.I. L'explication est aussi simple que cela. Je pourrais établir un parallèle entre l'arrêté de pouvoirs spéciaux, auquel je viens de faire allusion, et la loi.

Nous avons donc, en ce qui concerne les 3,5 p.c., un parallélisme entre d'une part le mécanisme prévu dans l'arrêté de pouvoirs spéciaux pour les chemins de fer, les chemins de fer vicinaux, les transports intercommunaux et la Régie des Postes et, d'autre part, celui applicable aux autres régies et à l'O.R.N.I. prévu par le présent projet.

La seule différence de fonctionnement est la suivante : les organismes pour lesquels l'Etat ne peut réduire ou retenir les subventions, puisqu'ils n'en reçoivent pas, devront verser au Trésor la différence entre les 3,5 p.c. et l'économie résultant de la mise en œuvre des plans d'assainissement, pour autant que l'économie soit inférieure à 3,5 p.c.

Pour les autres, si cela est nécessaire, la subvention sera réduite afin d'arriver, à l'issue de la période prévue, à une diminution de la masse salariale mais non des salaires égale à 3,5 p.c.

J'en termine avec mon introduction : il fallait éviter de cumuler les plans d'assainissement et les mesures nouvelles. Ou l'a clairement prévu dans l'arrêté royal n° 292 pour les sociétés qui viennent d'être citées et cela est en outre précisé par un amendement gouvernemental qui fait maintenant partie de l'article 27, devenu l'article 28, afin d'éviter que les forfaits prévus par les plans d'assainissement ne soient augmentés de l'effort complémentaire de 3,5 p.c.

II. Discussion générale

Plusieurs membres contestent que ces organismes soient *self-supporting*, même si l'on peut partager le point de vue du Gouvernement selon lequel les recettes en provenance de l'Etat doivent être considérées comme des engagements et non comme des subventions.

I. Inleiding van de Minister van Verkeerswezen en P.T.T.

Vooraf weze gesteld dat naar mijn mening de debatten in de Kamer niet altijd op legistisch evidente wijze gevoerd zijn. U weet dat door het stelsel van de bijzondere machten het Parlement de Regering heeft veroorloofd, een aantal beschikkingen te nemen om haar herstelplan uit te voeren. Deze zijn genomen geweest in het genummerd besluit 292 voor de spoorwegen, de buurtspoorwegen, de maatschappijen voor intercommunaal vervoer en de Regie der Posterijen. Waarom kon men daar de maatregelen nemen welke hier *mutatis mutandis* worden voorgesteld? Deze maatschappijen en regie worden door het Rijk betoelaagd en dus konden daar uit saneringsoverwegingen, deze maatregelen bij bijzondere-machtenbesluiten genomen worden. Dit was niet het geval voor de andere regies en de D.R.B., waarover het hier gaat, die dus niet betoelaagd worden, en waarop de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning niet toeliet dezelfde maatregelen bij bijzondere-machtenbesluit te nemen. Wat dus reeds is vastgesteld voor de voormelde regies en maatschappijen, met het besluit nr. 292 wordt hier thans bij wet voorgesteld. Dat is de eenvoudige uitleg. Ik zou bijna de parallel trekken tussen het bijzondere-machtenbesluit, waarop ik straks alludeerde, en de wet.

Wij vinden dus het parallelle mechanisme inzake de 3,5 pct. eensdeels voor de spoorwegen, de buurtspoorwegen en de Regie der Posterijen in de bijzondere-machtenbesluiten en anderdeels het mechanisme voor de regies en de D.R.B. in deze wet.

Het enige verschil in de werking ervan ligt besloten in het feit dat voor organismen waar de Staat de toelagen niet kan verminderen of tegenhouden, vermits zij er geen krijgen, zij het verschil tussen de 3,5 pct. en de besparing die voortvloeit uit de uitvoering van de saneringsplannen aan de Schatkist moeten storten, voor zover de besparing kleiner is dan 3,5 pct.

Voor de andere vermindert men indien nodig de toelage, om na de voorziene periode tot een vermindering van de loonsom, doch niet van de lonen, met 3,5 pct. te komen.

Ik beëindig mijn inleiding : men diende de cumul tussen de saneringsplannen en de nieuwe maatregelen te vermijden. Dit wordt duidelijk voorzien in het koninklijk besluit nr. 292 voor de maatschappijen die ik zopas heb vermeld en dat werd verduidelijkt door een regeringsamendement, dat deel uitmaakt van artikel 27, nu 28 geworden, om te vermijden dat de forfaitaire sommen naar aanleiding van de saneringsplannen vermeerderd zouden worden met de bijkomende inspanning van 3,5 pct.

II. Algemene bespreking

Meerdere leden betwisten het principe van *self-supporting*, ofschoon men het standpunt van de Regering kan bijtreden dat de inkomsten voortkomend van het Rijk moeten beschouwd worden als vastleggingen en geen toelagen.

Le Ministre souligne que l'Office de la Navigation, qui relève des attributions du Ministre des Travaux publics, bien que n'étant pas « self supporting » n'est pas mentionné non plus.

En ce qui concerne la Régie des Transports maritimes, il ne doit pas y avoir de malentendu à propos de l'avance de 1,5 milliard de francs accordée par l'Etat. Il s'agit d'une avance récupérable accordée en vue d'apurer la situation déficitaire et de permettre le paiement des salaires.

Plusieurs commissaires estiment que cet article va à l'encontre des objectifs visés par le Gouvernement. Ils demandent quelle sera l'incidence de la loi de redressement sur les plans d'assainissement contenus dans les arrêtés royaux numérotés. La loi de redressement et les arrêtés d'assainissement placent ces organismes dans un carcan leur interdisant de mener une politique de personnel saine et limitant leurs possibilités d'expansion. La question est posée de savoir s'il n'est pas à craindre que l'absence de personnel qualifié ne compromette le bon fonctionnement des services et ne favorise la privatisation. Le recrutement de personnel temporaire et la création d'emplois partiels constituent également un sujet d'inquiétude.

Un membre fait remarquer que si les organismes concernés sont bien au nombre de quatre, c'est indéniablement surtout la R.T.T. avec ses 30 000 agents qui est touchée par rapport aux 4 000 seulement pour les autres organismes. C'est pourquoi on insiste pour que l'on évite de créer un malaise parmi les membres du personnel. Ce sont eux en effet qui devront, après coup, mettre les plans en œuvre.

Le Ministre répond que les organisations syndicales et les fonctionnaires dirigeants ont été associés à la préparation des plans. C'est ainsi qu'on a installé à la R.T.T. quatre groupes de travail chargés de procéder à une étude de la situation économique, du rendement financier, de la politique du personnel et de l'exploitation future en fonction du plan d'assainissement. Ceci montre clairement qu'il y a coopération avec l'administration.

Le Ministre et le Secrétaire d'Etat s'accordent à dire avec les intervenants qu'il faut s'efforcer, à l'avenir, d'accorder une autonomie plus grande à ces organismes en les libérant des tutelles, surtout au niveau de l'input, le Ministre demeurant responsable de l'output.

La Commission est d'accord pour dire qu'il s'agit ici de quatre services d'un type particulier. Le Parlement doit veiller à ce qu'on ne leur impose pas un double sacrifice. Ce sont tous des organismes de service dont il faut améliorer l'adaptation au marché si l'on veut éviter de voir chuter les recettes. La question est de savoir comment concilier cet objectif avec la loi de redressement.

Le Ministre et le Secrétaire d'Etat répondent que la loi de redressement ne règle pas le fonctionnement des services. La motivation du personnel doit être stimulée et le recyclage doit permettre d'insuffler un nouveau dynamisme au personnel. La possibilité sera étudiée de faire place, dans

De Minister onderstreept dat de dienst van de scheepvaart die tot de bevoegdheid van de Minister van Openbare Werken behoort, ofschoon niet *self supporting*, toch niet is vermeld.

Wat de Regie voor Maritiem Transport aangaat, mag er geen misverstand bestaan inzake het voorschot van 1,5 miljard dat door het Rijk is verstrekt. Het gaat hier over een terugvorderbaar voorschot om de deficitaire toestand aan te zuiveren en om de betaling van de salarissen mogelijk te maken.

Vele commissarissen zijn van oordeel dat dit artikel in strijd is met de objectieven die de Regering nastreeft. Zo wordt gevraagd welke weerslag de herstellwet zal hebben op de saneringsplannen vervat in de genummerde koninklijke besluiten. Herstellwet en saneringsbesluiten dwingen deze instellingen in een keurslijf, waardoor een gezond personeelsbeleid onmogelijk wordt en de expansiemogelijkheden beperkt. Zo stelt men de vraag of het ontbreken van gekwalificeerd personeel niet de vrees doet rijzen dat de diensten slecht zullen functioneren en de privatisering in de hand zal werken. Ook drukt men zijn ongerustheid uit over de indienstneming van tijdelijk personeel en het creëren van deeltijdse betrekkingen.

Een lid doet opmerken dat het hier wel degelijk over vier instellingen gaat, maar dat onmiskenbaar vooral de R.T.T. met haar 30 000 personeelsleden, tegenover 4 000 voor de overige organismen, wordt getroffen. Daarom wordt erop aangedrongen geen malaise bij het personeel te verwekken. Het zijn immers de personeelsleden die achteraf de plannen moeten realiseren.

De Minister antwoordt dat de vakbonden en de leidende ambtenaren zijn betrokken geworden. Zo werden bij de R.T.T. vier werkgroepen geïnstalleerd die een studie opmaakten in functie van het saneringsplan over de economische situatie, het financieel rendement, het personeelsbeleid en de toekomstige exploitatie. Hieruit blijkt duidelijk dat er samenwerking is met de administratie.

De Minister en de Staatssecretaris zijn het met de sprekers eens dat in de toekomst moet gestreefd worden naar meer autonomie voor deze instellingen, die van voogdij moeten worden bevrijd en zulks vooral voor de input, aangezien de Minister alleszins verantwoordelijk blijft voor de output.

De Commissie is het eens met het besluit dat het hier vier bedrijven betreft van een bijzonder type. Het Parlement moet waakzaam blijven dat er geen dubbele inlevering gebeurt. Het zijn allen dienstverlenende bedrijven, waarvan de marktgevoeligheid moet verbeteren, wil men de inkomsten niet zien dalen. De vraag blijft gesteld hoe men dit in overeenstemming kan brengen met de herstellwet.

De Minister en de Staatssecretaris antwoorden dat de herstellwet niet de werking regelt van de diensten. De motivatie van het personeel moet gestimuleerd worden om het dynamisme op te drijven o.m. door recyclage van het personeel. Zo zal de mogelijkheid onderzocht worden in de sane-

les plans d'assainissement, à la notion de « circonscriptions régionales » qui soient *self-supporting* et puissent fonctionner en *profit-centers*.

En outre, l'exploitation doit demeurer concurrentielle : le personnel de certains services devra être réduit, les services non rentables seront supprimés et des services seront créés pour répondre aux besoins nouveaux.

Plusieurs membres demandent un supplément d'information concernant la réduction de 3,5 p.c. de la masse salariale.

Le Ministre déclare que la réduction de 3,5 p.c. s'applique à l'ensemble de la masse salariale (base 1983) et doit être considérée comme un maximum, ce qui explique qu'à la Chambre, on ait par voie d'amendement gouvernemental, supprimé le terme « au moins » qui figurait initialement dans le texte.

Le Ministre n'a pas d'objection à ce qu'une version abrégée des plans d'assainissement soient communiquée en priorité aux membres de la Commission.

Un membre conclut cette discussion générale en déclarant que l'on peut comprendre les objectifs du Ministre mais que la question de savoir si cet article 28 cadre bien avec le plan gouvernemental demeure posée. En outre, les dispositions de cet article ne semblent pas toujours claires et, parfois, contradictoires.

Le Ministre attribue ce manque de clarté au fait que la législation s'élabore dans une période où les plans d'assainissement sont en préparation. En outre, il ne faut pas perdre de vue que si les plans ne sont pas réalisés, ces quatre organismes se retrouveront très rapidement dans les chiffres rouges.

III. Discussion de l'article — Amendements

Un premier amendement propose de supprimer l'article 28.

Il est justifié comme suit :

« Les mesures projetées, liées aux plans d'assainissement déjà imposés, font qu'il est pratiquement impossible pour les organismes publics considérés de mener une politique commerciale saine et sérieuse qui soit suffisamment souple pour pouvoir réagir immédiatement aux modifications du marché et des besoins. »

Paragraphe 1^{er}

Un deuxième amendement est proposé au paragraphe 1^{er} :

« Au § 1^{er} de cet article, supprimer les mots « l'Office régulateur de la navigation intérieure. » »

Il le justifie ainsi :

« Selon les explications données par le Ministre en Commission, l'Office régulateur de la navigation intérieure, con-

ringplannen ruimte te laten voor het begrip « gewestelijke omschrijvingen », die self supporting zijn en die kunnen functioneren als profit-centers, in te voeren.

De exploitatie moet daarenboven concurrentieel blijven : sommige diensten gaan nog minder personeel nodig hebben; niet-renderende diensten worden afgebouwd en diensten die aan nieuwe behoeften beantwoorden, zullen worden opgericht.

Meerdere leden dringen van op meer informatie inzake de inlevering van de 3,5 pct. op de loonmassa.

De Minister verklaart dat de 3,5 pct. inlevering betrekking heeft op de totale loonmassa (basis 1983), en als maximum dient te worden beschouwd; wat verklaart waarom het woord « minstens » dat er aanvankelijk stond bij regeringsamendement in de Kamer werd geschrapt.

De Minister heeft er geen bezwaar tegen dat de saneringsplannen in samengevatte vorm in primeur zouden meegedeeld worden aan de commissarissen.

Een lid besluit deze algemene bespreking met erop te wijzen dat men kan begrip opbrengen voor de objectieven van de Minister maar dat de vraag gesteld blijft of dit artikel 28 wel past in het plan van de Regering. Daarenboven lijken de bepalingen niet steeds klaar en soms tegenstrijdig.

De Minister wijt die onduidelijkheid aan het feit dat de wetgeving tot stand komt in een periode dat de saneringsplannen in de maak zijn. Daarenboven mag men niet uit het oog verliezen dat bij niet-realiseren van de plannen, vier instellingen in de nabije toekomst in de rode cijfers zullen komen te staan.

III. Bespreking van het artikel — Amendementen

Een eerste amendement wordt ingediend strekkende tot weglating van artikel 28.

Dit amendement wordt verantwoord als volgt :

« De voorgestelde maatregelen, in samenhang met de reeds voordien opgelegde saneringsplannen, maken het de betrokken overheidsbedrijven praktisch onmogelijk om een gezond en verantwoord commercieel beleid te voeren dat voldoende beweeglijk is om onmiddellijk te kunnen inspelen op de zich wijzigende marktsituatie en concrete behoeften. Daarom wordt voorgesteld dit artikel weg te laten. »

Paragraaf 1

Bij § 1 wordt volgend amendement neergelegd :

« In § 1 van dit artikel te doen vervallen de woorden « de Dienst voor Regeling der Binnenvaart. » »

Het wordt verantwoord als volgt :

« Volgens de uitleg door de Minister in de Commissie verstrekt, is de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, in tegen-

trairement aux trois régies mentionnées, est une entreprise financièrement équilibrée qui ne bénéficie d'aucune forme de subvention. Il n'est donc pas logique de lui imposer les mêmes mesures d'assainissement. »

Un membre se demande s'il est possible de réduire volontairement le temps de travail pour certains membres du personnel et pas pour d'autres.

Le Ministre estime qu'il est techniquement difficile de réaliser cette réduction dans certains services. Mais de toute manière, il ne peut être envisagé d'appliquer des traitements différents dans un même secteur.

Plusieurs membres estiment que, même si la situation économique se redresse, et, que de ce fait, les mesures actuellement projetées deviennent inutiles, on sera prisonnier du texte.

Le Ministre rétorque que les mesures proposées le sont sur base des chiffres fournis par ces régies en 1983. Si cette situation se révèle ne plus être la même, il faudra évidemment changer la loi.

Un membre conclut que la mesure proposée constitue une telle contrainte qu'elle aura pour résultat de figer l'activité des régies concernées.

Paragraphe 3

A. Le membre qui avait proposé, dans un premier amendement, de supprimer l'article 28 dépose les amendements subsidiaires suivants :

« Premier amendement subsidiaire »

Remplacer le § 3 de cet article par la disposition suivante :

« § 3. Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des ministres et sur l'avis motivé des organes d'administration des organismes mentionnés au § 1^{er}, décider de ne pas appliquer ou de n'appliquer que partiellement les dispositions du § 2. »

« Deuxième amendement subsidiaire »

Compléter le § 3 de cet article par les mots :

« en vue de réaliser l'objectif mentionné au § 2. »

Les amendements sont ainsi justifiés :

« L'amendement propose de remplacer le texte du § 3 de l'article 28 par une disposition permettant une application souple. Il propose, sinon encore, de compléter le § 3 afin d'éviter un changement de la tutelle. »

En réponse à ces amendements, le Ministre déclare qu'outre les possibilités données au Roi d'appliquer les mesures prévues au paragraphe 2, à savoir la réalisation d'une réduction de 3,5 p.c. de la masse salariale, le § 3 permet d'apporter une modification aux plans d'assainissement existants ou d'en élaborer de nouveaux.

stelling met de drie vermelde Regieën, een zelfbedruipende onderneming, die geen enkele vorm van betoelaging geniet. Het is dus niet logisch die Dienst aan dezelfde saneringsmaatregelen te onderwerpen. »

Een lid vraagt zich af of een vrijwillige arbeidstijdverkorting voor bepaalde personeelsleden en niet voor andere wel mogelijk is.

De Minister meent dat die arbeidstijdverkorting in bepaalde diensten technisch moeilijk uit te voeren is. Er kan echter, hoe dan ook, geen sprake van zijn dat het personeel van een zelfde sector op een verschillende manier behandeld wordt.

Verscheidene leden menen dat, zelfs als de economische toestand heropleeft en de thans geplande maatregelen daardoor overbodig worden, men de « gevangene » van de wettekst zal blijven.

De Minister brengt hiertegen in dat de voorgestelde maatregelen gebaseerd zijn op cijfers die deze regies in 1983 hebben verstrekt. Indien de toestand niet meer dezelfde zou blijken te zijn, zal de wet uiteraard moeten gewijzigd worden.

Een lid concludeert dat de voorgestelde maatregel aan de betrokken regies zo'n grote dwang zal opleggen dat hun activiteit zal worden lam gelegd.

Paragraaf 3

A. Het lid dat in een eerste amendement had voorgesteld artikel 28 weg te laten dient volgende subsidiaire amendementen in :

« Eerste subsidiair »

Paragraaf 3 van dit artikel te vervangen als volgt :

« § 3. De Koning kan, bij in Ministerrad overlegde besluiten, op gemotiveerd advies van de beheersorganen van de instellingen vermeld in § 1, besluiten tot de niet of slechts gedeeltelijke toepassing van het bepaalde in § 2. »

« Tweede subsidiair »

Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« met het oog op het verwezenlijken van het objectief vermeld in § 2. »

Deze amendementen worden verantwoord als volgt :

« Er wordt voorgesteld de tekst van § 3 van artikel 28 te vervangen door een bepaling die een soepele toepassing mogelijk maakt. In derde orde wordt voorgesteld § 3 aan te vullen ten einde een wijziging van de voogdij te vermijden. »

Als antwoord op die amendementen verklaart de Minister dat naast de mogelijkheden gegeven aan de Koning om de in § 2 voorziene maatregelen uit te voeren, dus de realisatie van de 3,5 pct. vermindering van de uurloonmassa, § 3 toelaat aan de bestaande saneringsplannen een wijziging te brengen of om saneringsplannen op te stellen.

Du moins en ce qui concerne la masse salariale, cette modification ne peut aller au-delà des mesures prises au § 2 où, par amendement, les mots « au moins » ont été retirés de ce paragraphe.

Etant donné que les plans d'assainissements mieux désignés comme plans d'optimisation ne sont pas encore pris pour la R.T.T., ou ne seront pas encore pris dans la forme prévue lors de la publication de la présente loi, cette compétence est dévolue au Roi par la loi.

Le Ministre souligne à propos du paragraphe 2, qu'il faut rappeler qu'en fait, les services concernés par le 1^{er} ou bien sont lourdement hypothéqués par les dettes, c'est le cas par exemple de la Régie des Transports maritimes et de la Régie des T.T. (...) ou bien sont aidés par l'Etat pour le financement de leurs investissements au moyen des deniers publics, comme c'est le cas pour la Régie des Voies aériennes.

Dans ces circonstances, l'effort d'économie est irréversible et utile pour le budget des Voies et Moyens, qui sinon, serait obligé de supporter des charges supplémentaires, sous forme d'une augmentation de capital ou sous toute autre forme, pour les organismes précités.

Même si *de jure* il ne peut être fait appel à la loi d'habilitation qui permet, pour les régies subsidiées, de prendre cette même mesure sur la base d'un arrêté-loi, on peut dire *mutatis mutandis* que les objectifs de la déclaration gouvernementale du 15 mars 1984 sont ici scrupuleusement respectés.

Enfin, le § 2 de cette loi représente une hausse de rendement, étant donné qu'il faut arriver à un rendement égal, même supérieur, alors que la masse salariale diminue.

Le Ministre cite encore la diminution draconienne de l'emploi à prévoir à la R.T.T., où la digitalisation risque, dans le secteur particulier de la commutation, de faire chuter l'emploi dans la proportion de 10 à 2, par suite de la modernisation de l'équipement.

Les fonctions ainsi libérées pourront alors, moyennant un recyclage approprié et dans le cadre d'une redistribution du travail, être affectées à d'autres activités.

Un autre membre dépose l'amendement suivant :

« Compléter le § 3 de cet article par ce qui suit :

« Toutefois, ces plans d'assainissement ne peuvent excéder la modération prévue au § 2. »

Il est justifié comme suit :

« Dans sa version actuelle, le texte du § 3 permet au Roi d'imposer n'importe quel plan d'assainissement aux organismes mentionnés au § 1^{er}. »

Deze wijziging kan niet verder gaan, wat betreft het uurloonpakket althans, dan de in § 2 voorziene maatregelen daar bij amendement het woord « minstens » uit deze paragraaf werd weggelaten.

Vermits de zogenaamde saneringsplannen, beter vermeld als optimaliseringsplannen, voor de R.T.T. nog niet zijn genomen, of nog niet zullen genomen zijn in de daartoe voorziene vorm bij het tot stand komen van de huidige wet, wordt aan de Koning, door de wet, deze bevoegdheid toegekend.

De Minister onderstreept dat, in verband met § 2 eraan moet worden herinnerd dat in feite de in § 1 bedoelde diensten ofwel zwaar gehypothekeerd zijn door een schuldenlast, dat is bijvoorbeeld het geval voor de R.M.T. en de R.T.T., ofwel door het Rijk zijn geholpen door het financieren met openbare gelden van hun investeringen, zoals het geval is voor de Regie der Luchtwezen.

In die omstandigheden is de besparingsinspanning onomkeerbaar nuttig voor de Rijksmiddelenbegroting die zoniet zou gehouden zijn bijkomende lasten, zij het in kapitaalverhoging of op andere wijze, voor de hogervermelde instellingen te dragen.

Zelfs indien er *de jure* niet een beroep kan worden gedaan op de habilitatiewet die voor gesubsidieerde regies en de gelijkaardige maatregel op basis van een besluitwet mogelijk maakte, kan *mutadis mutandis* gezegd worden dat de doelstellingen van de Regeringsverklaring van 15 maart 1984 hier scrupuleus worden gerespecteerd.

Tenslotte betekent § 2 van deze wet een rendementsverhoging, daar gelijk rendement, zelfs hoger rendement, met een vermindering van het uurloonpakket moet worden gerealiseerd.

De Minister citeert nog de felle te verwachten tewerkstellingsvermindering bij de R.T.T., waar de digitalisering met zich mee dreigt te brengen dat in de gegeven sector van de commutatatie de tewerkstelling, gelet op de modernisering van de apparatuur, zou kunnen vallen van 10 op 2.

De vrijgekomen functies kunnen dan, met de gepaste recyclage en arbeidsverdeling, worden ingezet voor andere activiteiten.

Een ander lid dient volgend amendement in :

« Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Deze saneringsplannen mogen evenwel de in § 2 voorziene inlevering niet overtreffen. »

Het wordt verantwoord als volgt :

« Zoals de tekst van § 3 nu is opgesteld kan de Koning om het even welk saneringsplan opleggen aan de in § 1 vermelde instellingen. »

Paragraphe 4

Plusieurs membres désirent qu'il soit formellement précisé par le Ministre que le cumul des deux mesures ne pourra se faire en aucun cas, et que si la politique du Gouvernement doit être modifiée, le Ministre s'engage à revenir devant le Parlement pour revoir la situation.

Le Ministre et le Secrétaire d'Etat marquent leur accord sur des deux points.

Pour terminer le Ministre demande le rejet des amendements proposés par la Commission, sur base des arguments développés ci-dessus.

IV. Votes

§ 1^{er}. L'amendement au § 1^{er} est rejeté par 10 voix contre 4.

Le § 1^{er} est adopté par 10 voix contre 4.

§ 2. Ce paragraphe est adopté par 10 voix contre 4.

Un membre dépose un amendement rédigé comme suit :

« Entre le § 2 et le § 3, insérer un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

« La masse salariale visée au § 2, vaut pour un chiffre d'affaires invariable de 1983 à 1987 et peut diminuer ou augmenter proportionnellement aux fluctuations des recettes des organismes précités. »

Il le justifie comme suit :

« Le § 2 est beaucoup trop rigide et serait inapplicable au cas où lesdits organismes connaîtraient une forte expansion ou subiraient un net recul. »

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 4.

§ 3. I. Comme il a été indiqué plus haut, deux amendements subsidiaires ont été déposés à ce § 3 : le premier amendement subsidiaire est rejeté par 10 voix contre 4.

Le second amendement subsidiaire est rejeté par 10 voix contre 4.

II. L'amendement proposé à ce paragraphe, comme indiqué plus haut par un autre membre, est rejeté par 10 voix contre 4.

Le § 3 est adopté par 10 voix contre 4.

§ 4. Le même membre dépose encore l'amendement suivant :

« Remplacer dans le texte français du § 4, le texte figurant après les mots « Voies aériennes », par le texte suivant : « et n° 241 (et non pas 214) du 31 décembre 1983 relatif aux mesures visant à améliorer les résultats d'exploitation de la Régie des Transports maritimes, ou en vertu du § 3 de cet article. »

Paragraaf 4

Verscheidene leden wensen dat de Minister uitdrukkelijk zou verklaren dat de twee maatregelen in geen geval gecumuleerd worden en dat de Minister zich ertoe verbindt, ingeval het beleid van de Regering moet worden gewijzigd, opnieuw voor het Parlement te komen om de toestand te onderzoeken.

De Minister en de Staatssecretaris stemmen in met deze twee punten.

Tot besluit vraagt de Minister dat, gelet op de hierboven aangevoerde argumenten, de voorgestelde amendementen zouden worden verworpen.

IV. Stemmingen

§ 1. Het amendement ingediend bij § 1 wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

§ 1 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

§ 2. Deze paragraaf wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Een lid dient volgend amendement in :

« Tussen § 2 en § 3, een nieuw paragraaf in te voegen, luidend als volgt :

« De loonmassa, waarvan sprake in § 2, geldt voor een gelijk blijvend zakencijfer van 1983 tot 1987 en kan vermindern of vermeerdern in verhouding tot de schommelingen van de ontvangsten van de voornoemde instellingen. »

Het wordt verantwoord als volgt :

« Paragraaf 2 is veel te stroef en niet hanteerbaar indien de instellingen, waarvan sprake, een forse expansie of een grote achteruitgang zouden kennen. »

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 4.

§ 3. I. Zoals boven werd aangeduid werden bij de eerste §, twee subsidiaire amendementen ingediend : het eerste subsidiair amendement wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

Het tweede subsidiair amendement wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

II. Het door een ander lid ingediend amendement bij deze paragraaf, zoals hoger aangeduid, wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

§ 3 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

§ 4. Hetzelfde lid dient nog volgend amendement in :

« In de Franse tekst van § 4 wijzigen « n° 241 (en niet 214) du 31 décembre 1983 relatif aux mesures visant à améliorer les résultats d'exploitation de la Régie des Transports maritimes, ou en vertu du § 3 de cet article. »

Il le justifie comme suit :

Cette modification répond à l'observation faite par le Conseil d'Etat dans son avis du 8 juin 1984 (Doc. Chambre n° 927 (1983-1984) - 28). »

L'auteur de l'amendement déclare reprendre ainsi le texte de l'amendement que le Gouvernement avait l'intention de déposer à ce sujet.

Le Ministre et le Secrétaire d'Etat rappellent que lors de la précédente réunion de commission, le Président avait fait observer que cet amendement était inutile, puisqu'il s'agissait de toute évidence d'une erreur matérielle. De plus, cette erreur est peu importante, puisqu'elle consiste dans l'inversion de deux chiffres et, qui plus est, uniquement dans le texte français.

Plusieurs membres expriment leur mécontentement quant au fait qu'ils reçoivent fréquemment des textes contenant des erreurs et des imprécisions et sur lesquels ils doivent se prononcer dans la hâte à chaque fin de session.

Ils s'insurgent contre cette pratique devenue courante qu'ils jugent peu valorisante pour le Sénat. Ils déclarent vouloir stigmatiser cette situation intolérable par le vote du présent amendement.

Le Ministre répète qu'il ne s'agit que d'une petite erreur d'impression, d'ailleurs déjà constatée par le Conseil d'Etat dans son avis du 12 juin 1983 et que la Commission avait décidé auparavant de considérer comme une simple erreur matérielle. D'ailleurs, le texte initial de la Chambre (Doc. n° 927-1) mentionne le chiffre 241 aussi bien dans la version française que néerlandaise. La Commission décide de voter tout d'abord sur la recevabilité de l'amendement.

Il est déclaré irrecevable par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

Les membres qui s'abstiennent se réfèrent ici à leurs déclarations dont il a déjà été question ci-dessus.

Le § 4 est adopté par 10 voix contre 4.

Le vote sur l'article 28 est joint à celui portant sur l'amendement qui propose de supprimer cet article.

L'article 28 a été adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé par 11 voix et 3 abstentions.

Le Rapporteur,
F. VANDERBORGHT.

Le Président,
F. DE BONDY.

Erratum

Dans le texte français de l'article 28, § 4, la référence « n° 214 » est remplacée par la référence « n° 241 ».

Het wordt verantwoord als volgt :

« Met deze wijziging wordt gevolg gegeven aan de opmerking van de Raad van State in het advies van 8 juni 1984 (Gedr. St. Kam. Volksvertegenwoordigers (zitting 1983-1984) - nr. 927/28). »

De indiener van het amendement verklaart zodoende de tekst over te nemen van het amendement dat de Regering daarop had willen indienen.

De Minister en de Staatssecretaris herinneren eraan dat tijdens de vorige Commissievergadering de voorzitter als zijn mening had naar voren gebracht dat dit amendement geen nut heeft daar het klaarblijkelijk een materiële vergissing betreft. Bovendien is deze vergissing dan nog van weinig belang, aangezien ze bestaat uit de omzetting van twee cijfers, en dan nog alleen in de Franse tekst.

Verschillende leden uiten hun ontevredenheid over het feit dat zij vaak teksten toegestuurd krijgen die vergissingen en onnauwkeurigheden bevatten en waarover zij zich moeten uitspreken in de haast die het einde van elk zittingsjaar met zich brengt.

Zij komen op tegen deze tot gewoonte geworden praktijk die ze schadelijk achten voor het aanzien van de Senaat. Zij verklaren dat zij door te stemmen voor dit amendement deze onduidelijke toestand aan de kaak willen stellen.

De Minister herhaalt dat het slechts om een kleine drukfout gaat, die trouwens reeds door de Raad van State is vastgesteld in zijn advies van 12 juni 1983, en dat de Commissie voordien al beslist had, ze als een eenvoudige materiële vergissing te beschouwen. Trouwens, de oorspronkelijke tekst van de Kamer (Stuk nr. 927-1) vermeldt zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst het cijfer 241. De Commissie besluit vooraf over de ontvankelijkheid van het amendement te stemmen.

Het wordt onontvankelijk verklaard met 10 stemmen tegen 2, bij 2 onthoudingen.

De leden die zich onthouden hebben verwijzen hier naar hun reeds vermelde verklaringen.

Paragraaf 4 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 4.

Over artikel 28 wordt tegelijkertijd gestemd als over het amendement strekkende tot weglating van dit artikel.

Artikel 28 is aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Dit verslag is goedgekeurd met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

De Verslaggever,
F. VANDERBORGHT.

De Voorzitter,
F. DE BONDY.

Erratum

In artikel 28, § 4, in de Franse tekst wordt de verwijzing « nr. 214 » vervangen door de verwijzing « nr. 241 ».